

Tout changer ou presque... Pour ne rien changer !?

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL, LE 20 OCTOBRE 2025

ILLÉGITIME, la Macronie persiste dans sa tentative d'imposer au monde du travail une purge budgétaire draconienne.

Les projets de lois de finances et de financement de la Sécurité sociale sont une copie du plan Bayrou constitutifs d'un musée d'horreurs budgétaires.

D'un côté, les classes sociales les plus fortunées et le patronat seraient épargnés. De l'autre, les systèmes de sécurité et de protection sociales, les services publics, les trois versants de la Fonction publique — État, territorial, hospitalier — seraient amputés de plusieurs dizaines de milliards d'euros de crédits.

Les agences et les opérateurs de l'État seraient aussi particulièrement attaqués.

Autant de difficultés et même d'impossibilités pour garantir et satisfaire les droits et les besoins des citoyen·nes et des usagè·res.

C'est une nouvelle déclaration de guerre sociale contre l'ensemble du monde du travail, la jeunesse, les retraité·es, les chômeurs, les personnes malades, âgées et en situation de handicap.

C'est tout autant une nouvelle agression contre les agent·es public·ques dont les conditions de vie et de travail seraient une fois de plus dégradées: suppressions massives d'emplois, gel pour la troisième année consécutive des traitements et des salaires, aggravation des inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes, etc.

En aucune manière, les projets de budget n'ont été présentés et discutés avec les organisations syndicales représentatives des personnels de la Fonction publique, alors que les débats parlementaires ont déjà débuté.

Dans cette course au temps, à marche forcée, les ministres A. de Montchalin et D. Amiel ont proposé aux organisations syndicales par mail, le vendredi 17 octobre après-midi, des rencontres bilatérales, dès le lundi 20 octobre matin pour la CGT Fonction publique, proposition que nous avons dû ajourner pour incompatibilité d'agenda.

Nos revendications sont connues et les réponses des ministres doivent être apportées pour l'avenir de la Fonction publique au sens de ses trois versants et de leurs agent·es, qu'elles ou ils soient actif·ves, retraité·es, fonctionnaires ou contractuel·les.

N'en déplaise à la Macronie et au patronat, l'urgence est à la mise en œuvre d'autres choix politiques ambitieux pour l'avenir.

C'est ce que plusieurs millions de citoyen·nes et de salarié·es ont signifié les 10 et 18 septembre, les 2 et 9 octobre derniers.

Ce que nous voulons:

- ▮ C'est une autre appropriation des richesses, la justice fiscale et sociale.
- ▮ Plus que le décalage de l'application de la contre-réforme des régimes de retraite, c'est son abrogation et la reconstruction d'un droit au départ à 60 ans.
- ▮ C'est le financement de la Sécurité sociale à la hauteur des besoins.
- ▮ Le financement des services publics et de la Fonction publique.
- ▮ Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et un plan de titularisation des agent·es non titulaires.
- ▮ L'augmentation immédiate et significative des traitements, des salaires, des pensions et des retraites.
- ▮ L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, de même que la transposition de la directive européenne sur la transparence salariale.
- ▮ L'abandon du jour de carence, le rétablissement pour toutes et tous du versement à 100 % de la rémunération des agent·es qui sont en congé maladie ordinaire, le rétablissement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat.

L'heure est à la poursuite de la mobilisation dans ses dimensions interprofessionnelles, professionnelles et territoriales.

Ensemble et rassemblé·es, changeons tout et gagnons sur nos revendications.